

Cet hommage réalisé le 18 juin 2005 à Paris, au moment du trentième anniversaire de l'opération de guerre psychologique que la DINA a appelé "**Opération Colombo**", eut lieu alors qu'au Chili s'ouvrait un nouveau contexte politique et judiciaire en ce qui concerne les Droits de l'Homme.

Les premières miettes de justice avaient commencé à tomber pour cette partie du pays affamée de vérité et écoeurée par l'oubli et l'impunité persistante : en janvier 2005, les plus hauts responsables de la DINA, et leur ancien directeur, le général d'armée Manuel Contreras Sepúlveda, avaient été emprisonnés pour l'enlèvement et la disparition de Miguel Angel Sandoval Rodriguez. C'était un des jeunes détenus par la dictature dont le nom figura en juillet 1975 dans la **Liste des 119**. Il s'agissait d'un montage manigancé par la DINA et publié dans la presse chilienne et étrangère qui rendait compte de supposés affrontements entre Chiliens, morts à l'étranger. La condamnation dictée dans le cas de Miguel Angel est, jusqu'à maintenant, le seul cas d'enlèvement et disparition pour lequel la justice se soit prononcée et ait appliqué une sentence définitive de châtiment des coupables. Cependant, durant le second semestre de la même année, le Président Ricardo Lagos a gracié un criminel qui purgeait sa peine pour un autre crime atroce, l'exécution cruelle du dirigeant syndical Tucapel Jiménez. C'est seulement la réaction indignée d'une majorité de Chiliens et Chiliennes qui a empêché le gouvernement de continuer la libération des assassins ; mais un projet de loi sur les futures amnisties, appuyé par la droite et des secteurs de la Concertation, l'alliance gouvernementale, reste à l'ordre du jour pour 2006.

Vérité et Justice pour les crimes de la dictature, c'est l'exigence historique promue au Chili et dans le Monde depuis plus de trois décades par les familles de ceux qui sont tombés. Très lentement, à partir de l'arrestation de Pinochet à Londres en 1998, ces revendications ont commencé à être accueillies au Chili par des secteurs importants de la société et plus lentement encore, par les tribunaux. La façon dont a été administrée la justice est inversement proportionnelle à la gravité des crimes. Finalement, en 2006, la Cour Suprême a ratifié la mise en accusation du responsable au plus haut degré de l'Opération Colombo, l'ancien dictateur Augusto Pinochet, qui cette fois-ci a été inculpé, comme il

convient à un délinquant et un voleur, et soumis à l'arrêt domiciliaire. Cette fois-ci, nous ne savons pas jusqu'où ira la justice dont l'exaspérante lenteur complice continue de retarder la sentence espérée, dans l'attente des conditions d'une amnistie ou de la mort de l'inculpé.

Mais la dénégation de justice se serait institutionnalisée sans la lutte incessante des organisations de Droits de l'Homme, et dans ce cas particulier, des familles des 119 tombés dans ce qu'on appelle l'Opération Colombo. Au Chili, beaucoup de mères, d'épouses et d'époux, de frères et soeurs, de fils et filles liés historiquement au monde des Droits de l'Homme, se sont récemment constitué en "Collectif 119" et, au moment du trentième anniversaire de la publication de la Liste des 119, ont célébré une commémoration sur la Place de la Constitution, face à la Moneda, en utilisant l'espace public pour y exposer les silhouettes géantes des disparus, interpellant les passants et le pays. De même, d'autres membres des familles de disparus sont éparpillés dans le Monde, qui ont obtenu que leurs revendications soient connues par les sociétés où ils vivent et par divers secteurs progressistes et militants pour les Droits de l'Homme. Il y en a en France, en Suède, en Angleterre, en Belgique ; il y en a aussi en Australie, aux États-Unis, à Cuba et dans divers pays d'Amérique latine. Au Chili et dans le monde, ils travaillent pour la justice et pour la mémoire, ouvrant deux voies qui se rencontrent et se croisent.

S'il n'y a pas de justice, la mémoire est souillée, les noms et l'honneur des êtres chers continuent à être diffamés par les moyens de communication et l'histoire officielle, alors la récupération de la Mémoire devient une tâche plus difficile et solitaire. S'il n'y a pas un travail pour la mémoire historique, la justice déniée durant des années et administrée par des juges qui ont préféré jusqu'il y a peu ignorer l'histoire, cette justice perd son sens, devient bureaucratique, se transforme en une démarche hors contexte qui n'a aucune importance, et cesse d'être un sujet d'intérêt social et collectif.

On ne peut renoncer à la récupération de la mémoire historique. Elle ne dépend que de nous, parce qu'elle ne peut être objet d'amnistie, parce que la mémoire a à voir avec la conscience, mais aussi avec le coeur et

l'émotion, avec les yeux d'hier et avec le regard avec lequel nous scrutons et déterrions le passé. Mais encore et par-dessus tout, la mémoire historique n'a pas seulement à voir avec les survivants de l'horreur, de la douleur, de la prison, de la torture, de l'exil et d'autres traitements de la dictature, mais encore elle est réclamée par les nouvelles générations, dépolitisées, souvent désinformées, abandonnées ou instrumentalisées dans d'autres occasions. Elles et eux, les jeunes d'aujourd'hui, veulent savoir et ont le droit de savoir.

Pour cela il est important de sauver ces fragments de l'histoire, d'avancer dans le puzzle de la mémoire, de dessiner une époque et l'illuminer avec une phrase décrivant la vie de nos compagnes et compagnons, Voir ces visages heureux et juvéniles comme celui de Luis Jaime, sereins et de belle apparence comme celui d'Anselmo ; voir l'expression décidée et concentrée de Mario et René permet de nous retrouver pour un instant dans leur monde intact et dans leurs rêves inaccomplis.

Eva, par exemple, nous raconte que son frère, Luis Jaime Palominos était concertiste en cor et fagot, "il puisait dans la musique l'harmonie et la fougue de sa personnalité séductrice et créative...", il s'est retrouvé dans les unités opératoires du MIR et a fait un premier voyage d'instruction à Cuba..., d'un dernier voyage il rapportait quelques disques et partitions qu'il avait pu se procurer ici et là".

Pour sa part, Amelia, l'épouse d'Anselmo Radrigán, revit la grève de la faim du 10 septembre 1975 dans l'église Saint Germain des Près à Paris, réalisée par elle et les femmes de Agustín Reyes, Alfonso Chanfreau et d'un autre séquestré pour dénoncer la situation des disparus. Elle réitère sa décision de lutter pour que "justice soit faite, pour connaître la vérité, pour les trouver et pouvoir les enterrer dignement, contre l'impunité, pour que la Loi d'amnistie de 1978 soit abrogée. Aucun gouvernement ne l'a fait à ce jour !".

Aminie, la soeur de Mario Calderón Tapia, écrit : "En 1972, Mario travaillait comme professeur à l'Ecole de Journalisme. En 1968, on le retrouve immergé dans les luttes estudiantines que commencent les Universitaires de Valparaíso et coopérant avec les Comités Ouvriers de

solidarité avec le mouvement. Ce fut une année de rébellion, avec l'invasion de Prague, la "révolution de Mai" en France, les jeunes se manifestant dans divers pays d'Europe et du reste du monde et d'effervescence pour le mot "RÉVOLUTION".

Patricia, compagne de René Molina Mogollones et mère de leur fille Renata Molina, témoigne : "René travaillait pour la CONAF (Corporation Nationale des Forêts) et était le président du Syndicat de la zone de Curico. Il a participé activement à la création du Conseil Communal des Paysans. Le jour même du coup d'état, nous étions passés ensemble à la clandestinité changeant constamment de maisons, de lieux, de régions. René n'a jamais pensé quitter le Chili".

Ces précieux témoignages permettent d'aller plus loin que les dossiers juridiques, les titres de presse comme cet indescriptible "Ils exterminent les miristes comme des rats" du journal du soir chilien "La Segunda" du 24 juillet 1975. Ils nous rendent un morceau de leur vie. Ils deviennent des portraits de l'âme des êtres chers, qui sont en même temps des exemples de la lutte sans repos soutenue par leurs familles. Ces portraits nous parlent d'êtres humains qui nous manquent terriblement aujourd'hui, et l'implacable absence de ces êtres explique l'existence des "trous noirs" présents dans la société chilienne actuelle, privée d'importants détachements de ses meilleurs hommes et femmes. Les quatre témoignages sont livrés par des femmes, toutes ex-prisonnières politiques qui ont partagé la prison avec leur être cher ou bien ont été avant ou après dans le même centre de torture – ou dans un autre – et furent ainsi torturées. Elles ont assumé leur mission de gardiennes de la mémoire, de lutteuses contre l'oubli et l'impunité. On ne peut discuter leurs vécus, on ne peut les relativiser. La seule chose possible est de deviner l'amour qui les meut, qui leur donne des forces pour s'exposer et exprimer leur douleur, mais aussi pour témoigner dans les procès au Chili ou ailleurs pour exiger la vérité et la justice pour tous et chacun des crimes de la dictature.

L'Association d'Ex-Prisonniers Politiques Chiliens en France nous livre ainsi un apport pour la récupération de la mémoire historique qui – sans aucun doute – encouragera d'autres collectifs ou organisations à

développer d'autres initiatives dans ce sens. La création de poèmes, chansons, oeuvres de théâtre, livres de témoignage ou de recherche, de pages web avec des archives comme "Archivo Chile" ou la publication de la collection historique de la Revue "Punto Final" sur internet, les plantations d'arbres du projet "Ecomemoria", les sculptures et mémoriaux élevés dans des endroits significatifs de Santiago ou des régions, la reconversion des centres de torture en futurs musées, aujourd'hui déclarés monuments nationaux, sont quelques-uns des acquis les plus récents de ce réveil de la mémoire historique le long du Chili ou à l'extérieur. C'est un antidote contre l'amnésie, contre l'amnistie, contre la négation de la légitimité de la lutte contre la dictature. C'est une tâche qui cherche à imprégner l'inconscient collectif des hommes et femmes de notre peuple, pour qui, parmi beaucoup d'autres qui sont tombés, ces 119 compagnons et compagnes donnèrent ce qu'ils avaient de plus cher : leurs vies.

**Lucía Sepúlveda Ruiz**

Santiago du Chili, 3 janvier 2006